

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°17 2026

### Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Légère baisse de l'inflation en mars, qui demeure à un niveau élevé au détriment du pouvoir d'achat ;
- ❖ **Inde** : L'indice PMI en hausse en avril ;
- ❖ **Maldives** : L'organe de contrôle des finances publiques alerte sur la soutenabilité de la stratégie d'endettement 2025-2027 ;
- ❖ **Népal** : Le FMI prolonge de deux mois le programme au titre de la Facilité élargie de crédit ;
- ❖ **Pakistan** : Progression de l'inflation à 10,9% en g.a. en avril ;
- ❖ **Sri Lanka** : Envolée de l'inflation en avril.

À RETENIR

**10,9 %**

IPC du Pakistan pour le mois d'avril 2026

# Bangladesh

## Légère baisse de l'inflation en mars, qui demeure à un niveau élevé au détriment du pouvoir d'achat

L'inflation a légèrement reculé en mars 2026, à 8,71 % contre 9,13 % en février. Cette baisse s'explique principalement par le repli des prix alimentaires, l'inflation alimentaire tombant à 8,24 % (contre 9,30 %), grâce notamment à une meilleure offre de riz liée au démarrage de la récolte (Boro) et à des mesures publiques de distribution. En revanche, l'inflation hors alimentation reste élevée et rigide (9,09 %), sous l'effet de la hausse des coûts de l'énergie, des transports et de la dépréciation du taux de change, qui continuent de se diffuser dans l'économie.

Sur une période plus longue, les tensions inflationnistes demeurent marquées : l'inflation moyenne a atteint 8,8 % au troisième trimestre de l'exercice 2025-26, en hausse par rapport au trimestre précédent, illustrant la persistance de facteurs structurels (contraintes d'offre, coûts importés élevés, inefficacités logistiques).

Cette inflation élevée continue de peser fortement sur les ménages. La progression des salaires (environ 8,1 %) reste inférieure à celle des prix, ce qui entraîne une érosion du revenu réel depuis près de 4 ans.

[Four years on, real incomes continue to erode amid inflation pressure](#)

## La collecte fiscale reste historiquement basse en juillet-mars, manquant de 25 % la cible initiale

La collecte fiscale a enregistré un déficit record sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025-26. Entre juillet et mars, les recettes ont atteint 2 870 Mds Tk ( $\approx$  24 Mds EUR), contre un objectif de 3 850 Mds Tk, soit un manque à gagner de près de 980 Mds Tk ( $\approx$  8 Mds EUR), équivalent à environ 25 % de la cible. Il s'agit du plus important écart jamais enregistré sur cette période, alors même que la croissance des recettes est restée modérée (environ +11 % sur un an) et que toutes les grandes catégories d'impôts (TVA, impôt sur le revenu, droits de douane) sont restées en deçà des objectifs, en raison de cibles trop ambitieuses et de la faiblesse de la croissance.

Cette contre-performance s'inscrit en décalage avec les engagements pris dans le cadre du programme du FMI, qui prévoit une hausse progressive du ratio recettes/PIB grâce à des réformes fiscales structurelles. L'année dernière, le ratio perdait ainsi 0,66% de points de PIB, alors que le FMI espérait +0,5.

Dans ce contexte, le gouvernement envisage néanmoins un budget 2026-27 ambitieux, avec un objectif de hausse des recettes d'environ +20 %, afin de soutenir les finances publiques et réduire la dépendance à l'endettement. Parmi les pistes évoquées figure l'introduction d'une taxe sur la richesse (wealth tax) destinée à élargir l'assiette fiscale et à accroître la contribution des ménages les plus aisés, en remplacement de certains prélèvements existants.

[20 percent higher revenue target for next year](#)

## Les exportations rebondissent en avril, mettant fin à huit mois de baisse

Les exportations ont enregistré un net rebond en avril 2026, atteignant 4,01 Mds USD, en hausse de 32,9 % en glissement annuel et de 15,2 % par rapport à mars, mettant fin à une série de huit

mois consécutifs de recul. Cette reprise est principalement portée par le secteur du prêt-à-porter, dont les expéditions ont atteint 3,14 Mds USD sur le mois.

Ce rebond doit toutefois être relativisé : il s'explique en partie par un effet de base favorable (ralentissement des exportations en avril 2025 lié aux congés de l'Aïd) ainsi que par le rattrapage de livraisons retardées en mars (Aïd, reprise post-électorale). Sur les dix premiers mois de l'exercice (juillet-avril), les exportations restent en recul de 2,0 % à 39,4 Mds USD, dans un contexte de demande mondiale hésitante et de tensions géopolitiques.

[Exports rebound in April after 8 months, full recovery still uncertain](#)

## La Banque Asiatique de Développement pourrait accorder 1 Md USD de soutien budgétaire dans un contexte de besoins croissants de financement extérieur

D'après le Ministre des Finances, la Banque asiatique de développement (BASD) a accepté de fournir 1 Md USD de soutien budgétaire au Bangladesh d'ici juin 2026, afin d'aider le pays à faire face aux tensions économiques liées notamment à la hausse des prix de l'énergie dans le contexte des tensions au Moyen-Orient. Ce financement pourrait être augmenté en fonction de l'évolution de la situation, alors que la facture énergétique du pays a fortement progressé et que près de 95 % des besoins en carburant sont couverts par des importations.

Ce soutien s'inscrit dans un recours accru aux bailleurs internationaux pour stabiliser les finances publiques et la balance des paiements. Le gouvernement bangladais discute ainsi de financements supplémentaires avec plusieurs partenaires, dont la Banque mondiale, la JICA, ou encore la AIIB dans un contexte de besoins estimés à environ 2 Mds USD pour faire face aux chocs externes. Au total, le Bangladesh a déjà fortement accru son recours à ce type de financements ces dernières années, avec un pic de 3,44 Mds USD de soutien budgétaire en 2024-25.

D'après la presse, une large partie de ces soutiens budgétaires sera non-concessionnelle, alors que le pays fait face à une hausse de la charge des intérêts de la dette.

[ADB to provide \\$1b budget support to Bangladesh](#)

# Inde

## L'indice PMI en hausse en avril

Dans la continuité de la contraction enregistrée par l'indice des industries de base en mars (-0,4%), la croissance de la production industrielle en Inde a également ralenti à 4,1 % en glissement annuel en mars, soit son niveau le plus faible depuis cinq mois, contre 5,1 % en février, selon les données officielles. Dans le détail, l'industrie manufacturière a ralenti à 4,3%, l'électricité à 0,8% et les mines à 5,5%. Ce ralentissement est largement imputable au choc externe et aux perturbations de l'approvisionnement énergétique mondiale entraînant une hausse des coûts des intrants et inévitablement un ralentissement du secteur manufacturier.

[PMI rises to 54.7; Inflation pressures mount - The Economic Times](#)

## La roupie atteint un plus bas historique

La roupie indienne a reculé d'environ 0,2 % lundi, clôturant à un niveau record de 95,09 pour un dollar américain, sous l'effet de la hausse des prix du pétrole brut. Cette dépréciation résulte

principalement de l'augmentation des coûts pétroliers, d'une demande accrue de dollars et de sorties de capitaux étrangers du marché indien.

Selon les intervenants, la Banque centrale, Reserve Bank of India (RBI) serait probablement intervenue sur le marché des changes en vendant des dollars afin de limiter une volatilité excessive.

Depuis le début de l'année, la roupie a perdu 5,48 % de sa valeur. La combinaison d'un dollar fort et de prix pétroliers élevés exerce une pression sur l'ensemble de l'économie indienne, notamment par l'élargissement du déficit commercial et la hausse de l'inflation importée.

Les experts estiment que la demande soutenue de dollars pourrait continuer à peser sur la monnaie à court terme, avec un risque de dépréciation supplémentaire vers 95,35 voire 95,70 pour un dollar.

[Rupee closes at new low of 95.09 vs US dollar amid crude price rise | Finance News - Business Standard](#)

## Les exportations pharmaceutiques indiennes dépassent 31 Mds USD en 2025-26

Les exportations pharmaceutiques de l'Inde ont franchi le cap des 31 Mds USD au cours de l'exercice 2025-26, malgré des pressions sur les prix, un cadre réglementaire plus strict et un contexte économique mondial incertain. Surnommée la « pharmacie du monde », l'Inde bénéficie d'une base industrielle solide et de coûts de production compétitifs, renforcés par les programmes nationaux d'incitation à la production (PLI).

Cependant, le mois de mars a enregistré une baisse de 23 % des exportations en glissement annuel, principalement en raison d'un ralentissement de la demande sur des marchés clés comme les États-Unis et la Chine. Aux États-Unis, un stockage anticipé lié à des hausses tarifaires a freiné les nouvelles commandes, tandis qu'en Chine, la demande de médicaments génériques a marqué le pas.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification commerciale, l'Inde continue de développer ses exportations vers de nouveaux marchés, notamment en Océanie, en Afrique et au sein d'économies émergentes.

[Pharma exports surpass \\$31 billion in FY26 despite global headwinds - The Economic Times](#)

## Maldives

### L'organe de contrôle des finances publiques alerte sur la soutenabilité de la stratégie d'endettement 2025-2027

Le rapport souligne un écart croissant entre les objectifs du gouvernement et leur financement en l'absence de réformes budgétaires et de détente des taux d'intérêt. Des déviations répétées par rapport aux plafonds d'emprunt et aux trajectoires budgétaires prévus dans les cadres à moyen terme sont relevées, ce qui provoque des tensions. En 2024, seuls 15,4 Mds MVR ont été levés pour un besoin de financement de 19,4 Mds MVR. Le niveau des échéances de dette en 2026 constitue le risque le plus immédiat alors que le gouvernement a un accès restreint aux

marchés extérieurs. La vulnérabilité externe reste élevée. En 2024, 47,1% de la dette publique était libellée en devises, tandis que la dette extérieure à court terme représentait 113,6% des réserves. Enfin, l'auditeur pointe le poids croissant du service de la dette : les paiements d'intérêts sont passés de 1,5 Md MVR en 2019 à 4,7 Mds MVR en 2024, soit de 7% à 14% des recettes budgétaires alors que les garanties publiques, dont l'encours atteignait 22,7 Mds MVR fin 2024, sont insuffisamment prises en compte.

### [Auditor General](#)

## Les remboursements d'emprunts creusent le besoin de financement sur les 4 premiers mois

Le dernier rapport hebdomadaire du ministère maldivien des Finances et des Entreprises publiques, arrêté au 30 avril 2026, indique que les recettes et dons ont atteint 15,4 Mds MVR, en hausse de 7,5 % sur un an. Les dépenses courantes et d'investissement s'élèvent à 14,3 Mds MVR, en progression de 13,8 %. Le solde budgétaire global reste ainsi facialement positif, à 1,0 Md MVR, contre 1,7 Md MVR un an plus tôt. Cette présentation masque toutefois le poids des remboursements d'emprunts, qui atteignent 8,6 Mds MVR, contre 2,5 Mds MVR au 30 avril 2025. Après prise en compte de ces remboursements, le solde s'affiche en fait déficitaire à hauteur de 7,6 Mds MVR (6,1% du PIB environ), contre 0,8 Md MVR (0,7% du PIB environ) un an plus tôt.

### [Ministère des Finances](#)

# Népal

## Le FMI prolonge de deux mois le programme au titre de la Facilité élargie de crédit

Le rapport du FMI confirme la prolongation de deux mois du programme accordé au Népal au titre de la Facilité élargie de crédit. Le programme restera en vigueur jusqu'au 11 juillet 2026, afin de laisser le temps nécessaire à la septième et dernière revue. Approuvé le 12 janvier 2022, le programme porte sur près de 400 MUSD en équivalent DTS, soit 180% de la quote-part du Népal auprès du FMI. Il avait déjà été prolongé une première fois jusqu'au 11 janvier 2026, puis jusqu'au 11 mai 2026, sans relèvement de l'enveloppe disponible.

Le programme vise principalement à préserver la stabilité macroéconomique et financière, renforcer les réserves de change, améliorer la gestion des finances publiques et soutenir les réformes structurelles. Il s'inscrit dans le plan gouvernemental *Relief, Restructuring and Resilience* mis en place après la crise liée au Covid-19.

La dernière revue reste liée au respect des engagements pris par les autorités, notamment dans le secteur financier. Le gouvernement a notamment finalisé l'audit externe de dix grandes banques commerciales, une mesure attendue dans le cadre du programme.

### [IMF extends deadline for its ECF program for Nepal by additional two months](#)

# Pakistan

## Progression de l'inflation à 10,9% en g.a. en avril

Selon les données publiées par le bureau des statistiques du Pakistan (Pakistan Bureau of Statistics, PBS), l'indice des prix à la consommation a progressé fortement passant de 7,3% (en g.a.) enregistré en mars, à 10,9% (en g.a.) en avril. Cette hausse marque un net retournement de la trajectoire désinflationniste observée depuis la fin de l'année 2025 et situe désormais l'inflation au-dessus de la borne supérieure de la cible de la Banque centrale (5–7 %). Dans ce contexte, la Banque centrale a procédé à un relèvement de son taux directeur la semaine dernière, de 10,5% à 11,5%, marquant une rupture avec la politique d'assouplissement monétaire qu'elle conduisait depuis un an.

L'accélération de l'inflation est généralisée, tant en milieu urbain qu'en milieu rural : l'inflation atteint respectivement 11,1 % et 10,6 % en glissement annuel, traduisant un renchérissement diffus du panier de consommation. En variation mensuelle, les prix progressent également de manière soutenue (+2,5 %).

Sur le plan sectoriel, la hausse des prix apparaît largement tirée par les composantes les plus volatiles. Les coûts du transport enregistrent une forte accélération, en lien avec la hausse des prix des carburants et leur répercussion intégrale sur les consommateurs. Les dépenses de logement et d'énergie contribuent également significativement à l'inflation, dans un contexte d'ajustement des tarifs administrés.

Cette dynamique reflète à la fois des facteurs internes et externes. D'une part, les autorités ont poursuivi les réformes visant à réduire les subventions énergétiques et à répercuter les coûts internationaux, notamment via l'augmentation des prélèvements sur les produits pétroliers. Les autorités ont ainsi procédé à une nouvelle hausse des prix du carburant applicable (hausse de 6,59 PKR pour l'essence et 19,39 PKR pour le diesel), en amont du conseil d'administration du Fonds monétaire international qui se réunit le 8 mai. D'autre part, les tensions sur les marchés mondiaux de l'énergie et des matières premières continuent d'alimenter les pressions inflationnistes.

[SBP reserves rise by \\$23m - Newspaper - DAWN.COM](https://www.dawn.com/news/1684444)

## Aggravation du déficit commercial (4 Mds USD en avril)

Selon les données publiées par le bureau des statistiques du Pakistan (Pakistan Bureau of Statistics, PBS), le déficit commercial s'est nettement aggravé en avril pour atteindre environ 4,1 Mds USD, contre 3,9 Mds USD un an plus tôt.

Cette détérioration s'explique par une dynamique d'importations toujours plus soutenue que celle des exportations. En avril, les importations atteignent 6,55 Mds USD (en hausse d'environ 7,5 % en g.a.), tandis que les exportations progressent également mais de manière insuffisante, à 2,48 Mds USD (+14 % en g.a.).

La dégradation est particulièrement marquée en glissement mensuel : le déficit commercial bondit de plus de 40 % par rapport au mois de mars, sous l'effet d'une forte reprise des importations (+28 % m.m.), traduisant à la fois la reprise de la demande domestique et la sensibilité du pays aux prix internationaux, notamment énergétiques.

Sur une base cumulée, le déficit commercial atteint environ 31–32 Mds USD sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026, en hausse d'environ 20 % en glissement annuel. Cette dégradation reflète le rebond des importations après la levée des restrictions, l'effet de la baisse progressive des droits de douane dans le cadre de la National Tariff Policy, ainsi que le renchérissement de la facture énergétique lié aux tensions au Moyen-Orient.

[Monthly Summary on Foreign Trade Statistics for April, 2026](#)

## Privatisation – les autorités lancent un roadshow international pour la promotion des sociétés de distribution d'électricité

Les autorités pakistanaises accélèrent le processus de privatisation des sociétés publiques de distribution d'électricité (DISCOs), afin de réduire les pertes techniques et commerciales, d'améliorer la qualité du service et de contenir la dette circulaire du secteur énergétique. Une première phase cible les entreprises FESCO, GEPCO et IESCO.

Le gouvernement privilégie des schémas de concessions de long terme (supérieures à 10 ans) ou des contrats de gestion, plutôt que des cessions intégrales d'actifs. Le processus d'appel d'offres est en cours, avec une finalisation attendue d'ici novembre 2026.

Les autorités pakistanaises ont engagé une campagne internationale de promotion afin d'attirer des investisseurs étrangers. Cette initiative a pris la forme d'un roadshow de 45 jours, organisé notamment en Chine, en Turquie et en Arabie saoudite, en complément d'actions auprès d'investisseurs domestiques. Ce roadshow vise à présenter les opportunités d'investissement ainsi que les réformes de gouvernance et de restructuration du secteur, avec l'objectif de susciter une participation à la fois internationale et domestique.

[Pakistan to pitch Discos privatisation in global roadshows across key markets](#)

## Les réserves de change de la Banque centrale se maintiennent à 15,850 Mds USD

Malgré les récentes opérations intervenues sur les réserves de change (remboursement anticipé d'un dépôt émirien en Banque centrale de 3,45 Mds USD et remboursement d'un Eurobond de 1,4 Md USD arrivé à échéance), les réserves de change de la Banque centrale ont légèrement progressé fin avril de 23 M USD, pour s'établir à 15,85 Mds USD.

[SBP reserves rise by \\$23m - Newspaper - DAWN.COM](#)

# Sri Lanka

## Envolée de l'inflation en avril

L'indice des prix à la consommation de Colombo (CCPI) a enregistré une hausse mensuelle de 2,99 % en avril. En glissement annuel, l'inflation atteint 5,4% fin avril, son plus haut niveau depuis février 2024 ; en moyenne annuelle, elle ressort à 1,6%, son niveau le plus élevé depuis novembre 2024. La hausse des prix a été principalement tirée par les produits non alimentaires, en particulier les transports, le logement-électricité-gaz-combustibles, les restaurants et hôtels,

ainsi que l'éducation. Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont également contribué à la progression, notamment via l'huile de coco, les légumes, le poisson séché, les légumineuses, les œufs et le riz.

## [Department of Census and Statistics](#)

### L'excédent courant se réduit fortement au 1er trimestre 2026

Il atteint 531,5 MUSD sur la période, affichant une baisse de 43,9% par rapport à la période correspondante de 2025. Sur le seul mois de mars, l'excédent n'a atteint que 44,6 MUSD, soit une chute de 90,7% par rapport à mars 2025. Le déficit commercial de biens s'est creusé à 2,31 Mds USD sur les trois premiers mois de l'année, contre 1,54 Md USD un an plus tôt, les importations progressant de 18,1% à 5,77 Mds USD, bien plus vite que les exportations, en hausse de 3,4% à 3,46 Mds USD. En mars, les importations ont bondi de 30,3 %, tirées notamment par la facture énergétique, les importations de carburants ayant augmenté de 74,7% à 630 M USD. L'excédent du compte des services s'est replié de 20,2% au 1er trimestre, à 973,1 MUSD, et de 42,4% en mars. Les recettes touristiques ont chuté de 36,8% en mars, à 223,7 MUSD, tandis que les arrivées de touristes reculaient de 19,8%, à 183 979 visiteurs ; sur le trimestre, elles reculent de 15%. La résistance du compte courant tient au dynamisme des transferts des travailleurs expatriés, en hausse de 26,5% sur un an à 2,29 Mds USD au 1er trimestre, dont 814,8 MUSD en mars, à comparer à 1,8 Md USD au 1er trimestre 2025.

## [CBSL](#)

### Forte chute du moral des consommateurs en mars

Selon le Consumer Sentiment Dashboard de Prosoft Research and Insights, l'indice de confiance des consommateurs est tombé de 86 points en février à 70 points, soit la plus forte baisse depuis 2021 et le niveau le plus bas depuis juin 2024. Cette détérioration reflète la pression croissante sur les ménages, dans un contexte de hausse du coût de la vie, d'inquiétudes liées au carburant et à l'énergie, d'incertitudes mondiales liées au conflit au Moyen-Orient, de risques de coupures d'eau et d'électricité en période de forte chaleur, ainsi que de perturbations liées à la grève des médecins publics.

### Approbation du National Export Development Plan 2026-2030

Le plan, qui vient d'être approuvé par le Cabinet, constitue le cadre de développement et de promotion des exportations du pays. Il vise à renforcer la compétitivité du pays et à soutenir la croissance. Elaboré par l'Export Development Board, qui a bénéficié d'une assistance technique de la Banque asiatique de développement, il fixe un objectif d'exportations de 30 Mds USD d'ici 2030 (à comparer à 17,3 Mds USD en 2025). Les mesures concrètes pour parvenir à ce résultat n'ont pas été détaillées. Elles devraient inclure des soutiens budgétaires, la mise en place d'un cadre de pilotage et de suivi et une meilleure association entre secteurs public et privé.

## [Department of Government Information](#)

### Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec la Corée du Sud

Le Sri Lanka et la Corée du Sud ont formellement échangé, le 28 avril, les avenants actant la restructuration de 18 prêts concessionnels accordés via l'EDCF (Economic Development Cooperation Fund coréen), pour un montant d'environ 267 MUSD. Cette étape, intervenue lors du dialogue politique EDCF 2026 au ministère des Finances, s'inscrit dans la poursuite du

processus de restructuration de la dette extérieure sri-lankaise. Il s'agit du 12e accord bilatéral conclu par le Sri Lanka, après ceux signés avec, dans l'ordre, la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, l'Allemagne et la Belgique. Parmi les pays n'ayant pas encore signé un tel accord figurent l'Autriche, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, les Pays-Bas, la Russie et la Suède. Source : Ambassade de Corée au Sri Lanka.

[News1st](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
<b>Bangladesh</b>	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)